

Le gouvernement organise le pourrissement et le chaos

Paris, le 22 octobre 2026

La situation actuelle de la France est le résultat d'un système et d'une politique.

En effet, le capitalisme est la cause de tous les problèmes que nous vivons. Macron, son représentant, a accéléré pendant 10 ans la destruction de l'État républicain par l'austérité et les privatisations.

La jeunesse se mobilise et une partie importante du peuple soutient les revendications d'égalité des droits et d'étude, de pouvoir vivre face à la vie chère et aux inégalités indécentes.

Avec près d'un million de personnes mobilisées le 17 octobre, la puissance des manifestations pacifiques atteste de la profondeur des attentes et des exigences populaires.

Ce mouvement est républicain ; son étendard c'est Liberté-Égalité-Fraternité et son chant, c'est La Marseillaise comme on a pu l'entendre devant les lycées et dans les manifestations.

Mais quand un système est basé sur l'exploitation salariale, la précarité et le chômage, avec une indécence de la bourgeoisie qui ricane quand on parle de l'augmentation des salaires, comment s'étonner que le pays se mobilise, explose et même se décompose en morceaux ?

On assiste donc à des actes de rébellion, de vandalisme et de réappropriation peu contrôlables face à une société qui ne propose qu'un consumérisme inaccessible pour une partie grandissante du peuple plongée dans la pauvreté et la relégation.

Les perroquets médiatiques relaient les commandes du pouvoir pour faussement désigner LFI comme responsable du désordre (enquête Mediapart, articles de la presse internationale).

La police a tenté d'arrêter Raphaël Arnault à la sortie du train mardi (mais elle s'est trompée de wagon...).

Comme la répression, la manipulation politique crève les yeux.

Les forces du désordre

Tout a été fait pour désorganiser les lieux de parcours, les rendez-vous syndicaux et éclater la multitude en sous-groupes face à des trajets inadéquats.

Dès le matin, les forces de police et de gendarmerie ont été employées à gazer les cortèges pacifiques (1500 grenades lancées Place de la République, attaque du carré syndical à Toulouse).

Le soir venu, elles étaient totalement absentes des lieux des pillages pour protéger les commerces.

La petite bourgeoisie, déjà victime de la concentration du capital, est maintenant victime de pillages. Elle a peur et aspire à sa propre sécurité. Des tentations d'autodéfense sont à l'œuvre et la récupération du fascisme lèche déjà surnoisement la vitrine endommagée.

Les réponses répressives sous forme de tri de pancartes, de matraques, de couvre-feu, de contrôle social, de militarisation de la société, d'utilisation de l'armée, ne font qu'accréditer la politique du Rassemblement National, se réduisant à diviser le peuple et envenimer la situation.

Qu'ils s'en aillent tous pour qu'on mène une autre politique

Le Parti de Gauche s'insurge contre cette marche forcée et la fascisation du régime, déjà très vertical, de la Ve République.

Il faut répondre politiquement et financièrement aux exigences des jeunes et du peuple :

- Arrêt de la répression du mouvement des lycéen·nes et étudiant·es qui dépasse de beaucoup la répression des Gilets Jaunes en 2018/2019.
- Soutien aux revendications du mouvement lycéen et étudiant.
- Soutien aux organisations syndicales qui assument leurs responsabilités.
- Justice et solidarité pour toutes les victimes des violences policières et des pillages.
- Aide immédiate et intégrale aux petit·es commerçant·es.

Nous voulons un nouveau cap politique en 2027, celui d'un ordre basé sur des services publics en ordre de marche partout, pour toutes, la sûreté et la démocratie.

Ni Macron, ni Lecornu, ni Nuñez ou Geffray n'apportent de solutions aux questions vitales posées. Il ne leur reste donc qu'à partir. Vendus et incapables, qu'ils dégagent tous !

Le Parti de Gauche appelle à participer massivement aux mobilisations partout en France.

Mélenchon 2027, la seule alternative pour répondre aux urgences sociales et écologiques.

CONTACT

Alexandre Cailleteau — Secrétaire exécutif national

Parti de Gauche

06 62 75 98 58 · alexandre.cailleteau@lepartidegauche.fr